



QUESTION ÉCRITE

21 NOVEMBRE 2025

Question posée par Madame Ségolène AMIOT
Députée de la 3^e circonscription de Loire-Atlantique

Adressée à Laurent Nuñez
Ministre de l'Intérieur

Objet : recrutement des inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière

Mme Ségolène Amiot attire l'attention de M. le Ministre de l'Intérieur sur la situation des inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière (IPCSR). En effet, leur nombre ne suffit pas à absorber l'augmentation des demandes d'examens consécutive à la réforme du "Permis à 17 ans", entrée en vigueur le 1er janvier 2024 sans étude d'impact préalable, qui a causé un afflux massif de candidats. Le Ministre Macron devenu Président avait, dès 2016, constaté le problème et proposé une loi garantissant des délais d'attente de 45 jours pour l'examen.

En 2025, la situation s'est, au contraire, aggravée. Tous les départements sont touchés. Les délais actuels peuvent aller jusqu'à un an dans certains départements, entraînant un engorgement massif, des conséquences économiques néfastes pour les écoles de conduite et un mécontentement général tant côté entreprises que côté inspecteurs ou usagers. En effet, cela pénalise les nombreux jeunes qui ont besoin du permis dans le cadre de leur emploi ou pour se rendre à leur travail.

Actuellement, les départs en retraite, mutations et arrêts maladie ne sont pas compensés par les nouveaux recrutements. Le gouvernement avait annoncé plus de 100 nouveaux postes sur 2023 à 2026 or à l'orée de 2026, seuls 47 postes ont été créés quand il en faudrait 150 à 200 supplémentaires immédiatement. En effet, alors que le nombre de candidats au permis a augmenté de 16% selon le syndicat majoritaire FO, celui des inspecteurs ne s'est accru que d'1%.

Dans ce contexte, et alors que le syndicat majoritaire des inspecteurs du travail alerte sur la situation en se mobilisant chaque lundi depuis plusieurs semaines, Mme la Députée souhaite interroger le Gouvernement sur les solutions envisagées pour résoudre cette crise.

Elle demande notamment si le gouvernement entend respecter le nombre d'embauches annoncées et accroître le recrutement d'inspecteurs et délégués avec un plan de recrutement cohérent et pérenne au regard des besoins.